



# Institut André Busnel

Association loi de 1901 publiée au J. O. du 17 janvier 1990  
13, rue George Sand, F - 35700 Rennes  
Tél. + fax (33) 2 99 36 03 66 email : [contact@iab.com.fr](mailto:contact@iab.com.fr)

## L'e-journal de l'iab

N° 152

9 septembre 2010

### L'oubli, mais pas seulement ...

M. **Jean-Louis Schreiber** a publié récemment un intéressant livre de réflexion. Il est intitulé *Trop vite. Pourquoi nous sommes prisonniers du court terme* (chez Albin Michel). Il cite par exemple Mme **Elisabeth Guigou** qui, parlant de ses élèves de Sciences Po., a déclaré que, pour eux, "*on dirait que tout ce qui a eu lieu il y a trois ou quatre ans n'existe pas*". Idem pour le sociologue **Francois de Singly** observant, "*avec le sourire, que ses étudiants trouvent que les références citées dans un de ses ouvrages sentent le moisi au-delà de deux à trois ans.*"

L'**IB** développe depuis sa création ce thème de l'obsession du court terme, de l'immédiateté, de l'enfermement dans l'actualité, dans le présent, des sociétés occidentales contemporaines. Par exemple, dans le numéro 58 de **Le Cinquième Monde** nous avons publié ce mot excellent de **Vladimir Jankélévitch** (1903-1985, reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1926, professeur à la Sorbonne pendant plus de 30 ans) : "*Le présent, c'est-à-dire la quotidienneté ambiante, nous assiège de toutes parts et ne cesse de nous convier à l'oubli des choses révolues.*"

A l'oubli, certes, mais pas seulement. C'est aussi au dénigrement systématique de tout ce qui vient du passé que nous sommes invités en permanence, avec insistance. Une certaine idéologie de la modernité fait ainsi des "*anciens*" une population d'attardés, de l'attachement à la mémoire et aux valeurs traditionnelles une pathologie, du passé un repoussoir auquel il ne serait guère convenable de se référer que pour en instruire le procès ou pour "*demander pardon pour les fautes*" commises autrefois. Pour elle, ce qui était n'est plus fondement, ni référence à conserver, mais obstacle au progrès à éliminer sans état d'âme. Elle appelle de ses vœux une société de l'éphémère, héraclitéenne, où ce qui a été est emporté à un rythme de plus en plus endiablé, où rien n'est fait pour durer, où tout est constamment remis en cause (jusqu'à la raison d'être de la langue maternelle), où rien ne fonctionne plus comme avant (la pensée de **Héraclite**, philosophe grec, est connue sous le nom de "*mobilisme*", en somme un avant-goût lointain du "*bougisme*" ou "*mouvementisme*" actuel).



Le philosophe  
**Héraclite**  
Peinture de Hendrick  
ter Brugghen  
(Amsterdam)

Le sujet contemporain est instamment prié de ne surtout plus se comporter en héritier, mais plutôt à se tenir pour libéré de toute dette à l'égard des disparus, à substituer la dissidence (ou la trop fameuse "*rupture*") à la reconnaissance, la liberté à la fidélité, l'indifférence à la déférence, la revendication à la considération. Les idées des aînés ne peuvent qu'être obsolètes, rétrogrades,

... / ...

dépassées, périmées. Les «*inactifs*» âgés, dont l'utilité sociale est fréquemment mise en doute, ne sont plus qualifiés pour délivrer des enseignements, pour fournir des prescriptions à "*la génération qui vient*", encore moins pour faire acte d'autorité puisque le futur, ouvert comme il ne le fut jamais, est à construire en totalité par "*de nouveaux esprits purs brisant les chaînes qui les retiennent à une société corrompue*" (Michel Barat, dans *La fin des Lumières*). On attend d'eux qu'ils permettent, désormais, qu'ils se taisent, qu'ils obéissent, même, et non plus qu'ils transmettent (sauf en matière économique, bien entendu).

Et pour se prémunir contre l'influence politique pernicieuse du (mythique) "*pouvoir gris*", celui qu'exercerait une population âgée de plus en plus nombreuse qui vit de plus en plus longtemps, inapte à "*entendre le message des jeunes, à leur donner la possibilité d'inventer de nouvelles manières de vivre en société*" (éditorial de *Ouest-France* de septembre 2000), afin que ne soit pas "*brimée leur spontanéité et empêchée leur fécondité*" (Michel Barat), certains vont jusqu'à préconiser d'amputer progressivement le droit de vote des individus en fonction du temps qui leur reste à vivre (notre n° 151).

Dans toute démocratie, ce droit fondamental de tout citoyen, de nature constitutionnelle, ne peut évidemment être suspendu que sur décision judiciaire, dans les seuls cas prévus par la loi à l'encontre des auteurs de crimes et de certains délits (et aussi, depuis la loi du 5 mars 2007, pour la protection des majeurs sous tutelle). L'ineptie en question reviendrait tout simplement à faire du vieillissement une sorte de délit nouveau ....



Le professeur **Robert Hugonot** (1922-2010)

Il s'agit là, en somme, d'un appel, particulièrement choquant, certes, au renforcement de ce que nous appelons la **tyrannie des limites d'âge**, qui se manifeste déjà, depuis des lustres, sous des formes diverses et variées (voir les multiples développements de l'**IAB** à ce sujet, par exemple à propos de la conduite des automobiles pour laquelle sont réclamées périodiquement des mesures d'âge spécifiques, allant jusqu'au retrait automatique du permis de conduire pour tous ceux qui ont dépassé un certain âge). Ce qu'exprimait à sa façon, il y a une quinzaine d'années, l'écrivain **Louis Pauwels** (1920-1997) quand il écrivait : "*mais toute la société conspire à la célébration exclusive de la jeunesse et à donner aux personnes âgées l'impression qu'elles subissent un fatal abaissement et que les années les*

*retirent du monde ...*" (*Le Figaro* du 24 décembre 1995). Dix ans plus tôt, le professeur américain **Emilio Viano**, connu pour sa contribution à la justice et aux droits de l'homme, écrivait dans la revue "*Victimology*" : "*le fait de vieillir a été transformé en processus de victimisation progressive*" (cité par le regretté professeur **Robert Hugonot**, décédé le 8 janvier dernier, dans sa magistrale communication à l'*Académie nationale de médecine de Paris* du 26 juin 1990). -

«Je vous aiderai dans la mesure de mes moyens dans le combat que vous menez, car c'est le combat pour la morale, le respect et la droiture»

(professeur **Joseph Comiti**, ancien ministre du général **de Gaulle** et de **Georges Pompidou**, dans un courrier de juin 1998 au président de l'**IAB**)